Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugement commercial 2025TALVCOM/00134

Audience publique de vacation du jeudi, quatorze août deux mille vingt-cinq.

Numéro TAL-2025-03723 du rôle

Réorganisation judiciaire I-2025/00048

Composition :

Anne LAMBÉ, vice-présidente ;
Anne SCHREINER, juge ;
Stéphanie SCHANK, juge-déléguée ;
Emmanuelle BAUER, greffière.

LE TRIBUNAL :

Revu le jugement rendu par ce tribunal en date du 14 mai 2025 déclarant la requête en réorganisation judiciaire au bénéfice de la société anonyme **SOCIETE1.) SA**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), recevable et fondée.

Vu la requête en prorogation du sursis de Maître Clément SCUVÉE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, déposée au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg le 30 juillet 2025.

Vu l'article 33 de la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite.

Ouï en chambre du conseil du 12 août 2025 le rapport de Madame la vice-présidente en remplacement du juge délégué.

Ouï Maître Melissa PIRES PENA, avocat à la Cour, en remplacement Maître Clément SCUVÉE, avocat à la Cour susdit.

Ouï Monsieur PERSONNE1.), administrateur, représentant la société anonyme SOCIETE1.) SA.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour le

jugement qui suit :

Rétroactes, prétentions et moyens

Par requête déposée au greffe le 30 juillet 2025, la société anonyme **SOCIETE1.) SA** (ci-après la « Société ») sollicite la prorogation du sursis courant jusqu'au 14 août 2025 accordé par jugement du 14 mai 2025 pour une durée supplémentaire de quatre mois.

Pour justifier sa demande base sa demande sur l'article 33, paragraphe 1 de la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite (ci-après la « Loi du 7 août 2023 »), la Société fait valoir que son activité a repris avec plusieurs mandats signés et qu'elle a considérablement réduit ses frais de structure de quelque 16.000.- EUR à 830.- EUR, mais que les commissions attendues au titre des mandats reçus n'ont pas encore été encaissées.

Elle expose encore qu'au courant des trois mois écoulés depuis l'ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire, un seul mandat signé n'a pas été concrétisé, que des entrées de fonds sont attendues et qu'elle a signé un nouveau mandat et un accord de confidentialité. Elle est par ailleurs propriétaire d'un terrain en Belgique qu'elle veut vendre avec un projet immobilier, de sorte qu'il y a lieu de conclure qu'elle est viable, mais qu'elle nécessite une prorogation du sursis pour lui permettre d'engranger les revenus nécessaires au désintéressement de ses créanciers et au rétablissement de sa profitabilité à long terme.

Motifs de la décision

1) Quant à la recevabilité

La demande en prorogation du sursis doit, au vœu de l'article 33, paragraphe 1 de la Loi du 7 août 2023, « être déposée, sous peine d'irrecevabilité, au plus tard quinze jours avant l'expiration du sursis octroyé ».

Le sursis initial courant jusqu'au 14 août 2025, la requête déposée le 30 juillet 2025 a été introduite au moins quinze jours avant l'expiration du sursis initialement accordé.

La demande est donc recevable.

2) Quant au bien fondé

Le tribunal rappelle que l'objectif de la procédure de réorganisation judiciaire, exprimé à l'article 12 de la Loi du 7 août 2023, est de préserver la continuité de tout ou partie des actifs ou des activités de l'entreprise.

Il découle des éléments du dossier et des déclarations faites à l'audience que la Société continue à œuvrer au redressement de sa situation financière et qu'elle est sur le point d'encaisser des sommes lui permettant ainsi de négocier des accords avec ses créanciers.

Il résulte des pièces versées en cause qu'un travail de prospection a été réalisé depuis l'ouverture de la réorganisation judiciaire et que des nouveaux contrats ont été trouvés, ce qui témoigne de la confiance des clients en les capacités de la Société.

Au regard de l'évolution positive de la Société ainsi que des négociations en cours, la prorogation du sursis sollicitée est à dire justifiée en son principe.

La durée du sursis doit être déterminée de manière à maintenir, autant que faire se peut, un équilibre entre la nécessaire protection du débiteur et les droits des créanciers, en tenant compte notamment de la complexité de l'affaire ou des caractéristiques du secteur d'activité concerné.

Au vu de l'ensemble des éléments dont dispose le tribunal et du nombre limité de créanciers avec lesquels il y a lieu de négocier des accords amiables, il y a lieu de proroger la durée du sursis initial courant jusqu'au 14 août 2025, accordé par jugement du 14 mai 2025, de deux mois supplémentaires, soit jusqu'au 14 octobre 2025.

Il convient enfin d'ordonner la publication du présent jugement par extrait au Recueil électronique des sociétés et associations dans les cinq jours de sa date.

Par ces motifs :

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, chambre de vacation, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement, sur rapport de Madame la vice-présidente en remplacement du juge délégué,

dit la requête recevable et fondée,

proroge la durée du sursis de deux mois supplémentaires, soit jusqu'au 14 octobre 2025,

invite le débiteur

- à tenir le juge-délégué informé de toute évolution de la procédure,
- à déposer une requête en homologation en cas d'accord amiable,

dit que les créanciers retrouveront l'exercice intégral de leurs droits et actions à la fin du sursis,

ordonne la publication du présent jugement par extrait au Recueil électronique des sociétés et associations dans les cinq jours de sa date,

met les frais à charge de la société anonyme SOCIETE1.) SA.